

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

Publication autorisée



CABO VERDE

ENQUETE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE REPRODUCTIVE

RAPPORT D'EVALUATION

Publication autorisée

DEPARTEMENT OSHD/GECL
September 2015

Document traduit

TABLE DES MATIÈRES

I – Orientation stratégique et justification	1
1.1. Liens entre le projet, la stratégie et les objectifs pays	1
1.2. Justification de l'intervention de la Banque	1
1.3. Coordination de l'aide	2
II – Description du projet.....	2
2.1. Objectifs.....	2
2.2. Composantes du projet.....	2
2.3. Type de projet	3
2.4. Coût du projet et dispositifs de financement	4
2.5. Zone et bénéficiaires visés par le projet.....	4
2.6. Approche participative pour l'identification, la conception et la mise en œuvre du projet.....	5
2.7. Prise en considération de l'expérience du Groupe de la Banque et des leçons tirées dans la conception du projet	5
2.8. Principaux résultats	5
III – Faisabilité du projet	6
3.1. Performance économique et financière.....	6
3.2. Impact environnemental et social	6
IV –Exécution.....	6
4.1. Dispositions d'exécution.....	6
4.2. Dispositions relatives à l'acquisition des biens et services	7
4.3. Gestion financière	8
4.4. Suivi.....	9
4.5. Gouvernance	9
4.6. Soutenabilité	9
4.7. Gestion des risques.....	9
4.8. Développement des connaissances.....	10
V – Cadre Juridique	10
5.1. Instrument légal	11
5.2. Conditions associées à l'intervention de la Banque.....	11
5.3. Conformité avec les politiques de la Banque.....	11
VI – RECOMMANDATION	11
Annexe I. Indicateurs socio-économiques comparatifs du pays.....	I
Annexe II. Tableau du portefeuille de la BAD dans le pays	II
Annexe III. Coûts détaillés	III
Annexe IV. Modalités de passation des marchés.....	IV
Annexe V. Questionnaires d'évaluation de l'INE	V

Equivalences monétaires

Jun 2015

1 Unité de compte	=	1,39050 USD
1 Unité de compte	=	130,284 CVE

Année fiscale

[1^{er} janvier – 31 décembre]

Sigles et abréviations

BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CAP	Connaissances, attitudes, pratiques
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CVE	Escudo de Cabo Verde
DSCR	Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
DSP	Document de Stratégie Pays
FNUAP	Fonds des Nations Unies en matière de population
GCV	Gouvernement de Cabo Verde
IDE	Investissement Direct Etranger
IDH	Indice de Développement Humain
IDSR	Inquérito demografico saude reproductiva
INE	Instituto Nacional de Estatística
MPD	Mouvement pour la Démocratie
MFP	Ministère des Finances et du Plan
MPMEs	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariats Public-Privé
PRI	Pays à Revenus Intermédiaires
PTFs	Partenaires Techniques et Financiers
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance
USD	Dollars américains (Etats-Unis d’Amérique)

Fiche de projet

Fiche du client

EMPRUNTEUR : Gouvernement de la République de Cabo Verde

ORGANE D'EXECUTION : Instituto Nacional de Estatística

Plan de financement

Source	Montant (UC)	Instrument
FAD	470 000	Prêt
Gouvernement	233 066	
COÛT TOTAL	703 066	

Importantes informations financières de la BAD

Monnaie du prêt	(UC)
Type d'intérêts*	1% par an
Marge du taux d'intérêt*	0,75% par an
Commission d'engagement*	0.5% par an sur la partie non-décaissée
Autres frais*	NA
Echéance	Jusqu'à 30 ans
Différé d'amortissement	Jusqu'à 5 ans
TRF, VAN (scénario de base)	(%, valeur VAN)
TRE (scénario de base)	(%)

**si applicable*

Durée – principales étapes (attendues)

Approbation de la note conceptuelle	(Avril 2015)
Approbation du projet	(Septembre, 2015)
Entrée en vigueur	(Décembre, 2015)
Dernier décaissement	(Décembre, 2016)
Achèvement	(Juin, 2016)
Dernier remboursement	(mois, année)

Résumé du projet

Sur requête du gouvernement du Cabo Verde, la Banque participe au financement de la troisième enquête démographique et de santé reproductive à travers un prêt FAD de 470 000 UC. L'objectif du projet est d'aider le pays à la conception et à la formulation des politiques basées sur les résultats à travers une mesure et un suivi efficaces de la situation démographique et sanitaire de sa population. Cette enquête contribue à la mise en œuvre des priorités du Gouvernement décrites dans le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRП III) pour la période 2012-2016, visant une croissance économique inclusive et la promotion de l'aspect genre. Le projet est en conformité avec les priorités du Document de Stratégie Pays (DSP) de la Banque, couvrant la période 2014-2018.

L'amélioration des statistiques démographiques, de santé, d'éducation, ainsi que sur la protection de la femme et de l'enfant constitue le principal bénéfice attendu du projet. Cela permettra un meilleur suivi des réalisations du pays dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement par l'utilisation des normes et standards internationaux de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des indicateurs statistiques. De façon spécifique, l'enquête visera à répondre aux besoins permanents en données pour planifier, suivre et évaluer les programmes de santé et de population, et à renforcer les capacités au sein des institutions pour collecter, traiter, analyser, diffuser et utiliser ces données.

L'absence de données réelles et à jour est un frein à la mise en œuvre d'une politique inclusive de développement. Malgré la volonté politique de s'attaquer à la problématique du genre, il y a peu d'initiatives politiques concrètes visant directement à établir un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes. A la suite de la présente enquête, une meilleure politique de ciblage des populations vulnérables pourra être mise en place ainsi qu'un meilleur suivi-évaluation du DSCRП-III, l'élaboration de son rapport d'achèvement et la préparation du DSCRП-IV.

La Banque possède une expérience dans le financement des enquêtes démographique et de santé en Afrique (Guinée équatoriale, Gabon). Au Cabo Verde, elle fournit une assistance technique depuis 2003 dans des domaines des comptes nationaux, des statistiques sur les prix et les plateformes de collecte et de diffusion des données (données accessibles au public et portail de données), dans le cadre de l'Initiative de l'autoroute d'informations de la Banque.

Le projet contribuera au renforcement des capacités nationales dans le domaine des statistiques sociales. Les activités permettront de produire une masse critique de compétences qui réduira le déficit en ressources humaines pour la réalisation des enquêtes sociodémographiques, études CAP, et d'autres enquêtes spécifiques dont le pays aura besoin dans l'avenir, en particulier la préparation et l'exécution des futures enquêtes démographiques et de santé de la reproductive.

VII. Cadre logique axé sur les résultats

Cap Vert : Enquête démographique et de santé reproductive

Objectif du pays : Conception et formulation de politiques efficaces pour améliorer la situation démographique et sanitaire des populations

	CHAÎNE DES RÉSULTATS	INDICATEURS DE PERFORMANCE			MOYENS DE VÉRIFICATION	RISQUES/MESURES D'ATTÉNUATION
		Indicateur (y compris les ISC)	Situation de référence	Cible		
IMPACT	Capacités nationales renforcées dans le domaine des statistiques sociales	<p>Nombre de personnel qualifié formé sur la méthodologie de l'enquête</p> <p>Taux d'avancement de la collecte et de la saisie des données</p> <p>Proportions de documents de politique élaborés à partir de 2016 ciblés sur la croissance verte et inclusive</p>	L'INE dispose ne dispose pas de personnel qualifié en nombre suffisant dans le domaine	L'INE dispose de compétences suffisantes pour mener des enquêtes sociodémographiques, études CAP, et d'autres enquêtes spécifiques dont le pays aura besoin dans l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport final d'assistance technique de UTICA - Rapport d'évaluation des capacités de l'INE 	<p>Risque 1 : Surcharge de travail de l'équipe de l'INE au cours de l'année 2015 en raison de deux autres opérations statistiques en cours.</p> <p>Mesure d'atténuation Ce risque sera réduit grâce au recrutement du bureau de consultants UTICA spécialisé dans ce genre d'enquête, et à l'apport de ressources humaines, financières et logistique supplémentaires grâce au prêt</p> <p>Risque 2 : Retard de déroulement de l'opération de collecte Non-respect du calendrier de collecte</p>
	<p>Effet 1 : Disponibilité de données démographiques et de santé reproductive à jour</p> <p>Effet 2 : Formulation et mise en œuvre de politiques et programmes de promotion d'une croissance plus inclusive et plus verte</p>		0	100% des données collectées et analysées en juin 2016			- Rapports périodiques du bureau de l'enquête - Documents de politique et programmes du Gouvernement
EFFETS			Documents élaborés sur la base des données de 2006	100% des documents de politiques sont élaborés sur la base de statistiques mis à jour		
PRODUITS	Composante 1: Développement des capacités technique et méthodologique					
	<p>Produit 1 : disponibilité de documents techniques et méthodologiques de réalisation de l'enquête</p> <p>Produit 2 : capacités techniques renforcées de l'INE</p>	<p>Existence des documents</p> <p>Nombre d'agents recrutés et formés pour la collecte</p>	<p>Non disponible</p> <p>Insuffisance de personnel qualifié</p>	<p>Plans de sondage, base de sondage et questionnaires disponibles en septembre 2015</p> <p>- 12 hommes et 12 femmes formées pour l'enquête pilote</p> <p>- 18 équipes de 6 agents chacune formées pour l'enquête principale, Dont 50% de femmes</p>	<p>Acte de validation par le comité technique national</p> <p>Rapport de formation de l'INE et UTICA</p>	<p>Mesure d'atténuation Le suivi sera assuré conjointement par le pays et les départements concernés de la Banque</p>
	Composante 2: Collecte et analyse des données					

ACTIVITES CLÉS	Produit 3: Base de données de l'enquête démographique et de santé	Existence d'une base de données	Base de données non à jour	Disponibilité de la base de données en février 2016	INE
	Produit 4: Rapport sur les résultats de l'enquête démographique et de santé disponible avec une approche basée sur le genre	Existence des trois rapports successifs	Non disponible	Disponibilité des rapports préliminaire, national et de synthèse en mai 2016	INE
	Produit 5: Troisième rapport national de suivi des progrès des OMD disponible	Existence du rapport	Non disponible	Disponibilité du rapport sur l'état de réalisation des OMD, notamment l'égalité de genre	INE
	Composante 3: Archivage et diffusion des données				
	Produit 6: Données archivées respectant les normes internationales	Existence de données archivées	Données archivées non à jour	Insertion de l'enquête dans le Portail d'archives des données en fin 2016	Consultation du Portail d'archive des données (NADA) sur le site de l'INE
	Produit 7: Résultats diffusés et rapports publiés			150 exemplaires du rapport préliminaire et 450 du rapport de synthèse diffusés	Organisation du séminaire de diffusion
	Composante 4: Coordination et gestion				
	Produit 8: Rapports d'audit, financiers et d'exécution	Existence des rapports périodiques d'activités, d'audit		- 2 Rapports trimestriels d'exécution disponible - 1 Rapport d'audit - 1 Rapport financier	Validation des rapports par le Gouvernement et la Banque
COMPOSANTES			RESSOURCES DU PROJET: 703 066 UC		
Composante 1: Développement des capacités technique et méthodologique Mise en place d'une méthodologie de collecte et d'analyse ; Adaptation des questionnaires internationaux au contexte capverdien ; Formation des ressources humaines de l'INE			PRET FAD : 470 000 UC GOUVERNEMENT: 233 066		
Composante 2: Collecte et analyse des données Mise à disposition des moyens humains et logistiques pour la collecte des données de l'enquête démographique et de santé; Traitement et analyse des données collectées Elaboration du rapport national de suivi des progrès des OMD adoptant une approche basée sur le genre			i) Développement des capacités technique et méthodologique : 387 481 UC		
Composante 3: Archivage et diffusion des données Archivage des données ; Diffusion des données et publication des rapports de résultats			ii) Collecte et analyse des données : 207 627 UC		
Composante 4 : Coordination et gestion Supervision de l'exécution physique du projet ; Gestion financière et audit			iii) Archivage et diffusion des données : 35 143 UC		
			iv) Coordination et gestion : 72 815 UC		

Calendrier d'exécution du projet

<u>ACTIVITES</u>	<u>PERIODES</u>
1. <u>Plan et sélection des ménages</u> - Plan d'échantillon - Sélection des ménages	Janvier 2016
2. <u>Questionnaires et élaboration des manuels</u> - Adaptation des questionnaires - Elaboration fiches de contrôle et fiches de transmission	Mars-Avril 2016
3. Développement de l'applicatif d'entrée des données pour la collecte	Mars-Mai 2016
4. Approbation par le comité d'éthique	Avril 2016
5. <u>Enquête pilote</u> - Formation - Collecte de données - Document d'évaluation de l'enquête pilote	Avril 2016
5. <u>Finalisation des instruments de l'enquête</u> - Questionnaires - Manuel de l'enquêteur	Mai 2016
6. <u>Enquête principale</u> - Formation - Collecte - Supervision	Mai-Juillet 2016
7. <u>Contrôle de qualité des données</u> - Edition des données - Elaboration du rapport sur la qualité des données	Juillet-Septembre 2016
8. Fusion des bases de données questionnaires et tests	Octobre 2016
9. <u>Rapport d'analyse</u> - Rapport préliminaire - Rapport principal - Rapport de synthèse	Septembre-Octobre 2016
10. <u>Dissémination des résultats</u> - Séminaires de présentation des résultats	Novembre 2016
11. Audit	Décembre 2016

RAPPORT ET RECOMMANDATION DE LA DIRECTION DU GROUPE DE LA BANQUE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UN PROJET DE PRET A LA REPUBLIQUE DE CABO VERDE POUR LE FINANCEMENT DE L'ENQUETE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE REPRODUCTIVE

La direction soumet le présent rapport et recommandation concernant une proposition de prêt FAD d'un montant de 470 000 UC à la République de Cabo Verde pour le financement de la troisième enquête démographique et de santé reproductive

I. ORIENTATION STRATEGIQUE ET JUSTIFICATION

1.1 Liens du projet avec la stratégie et les objectifs du pays

1.1.1 Le projet contribue à la mise en œuvre des priorités du Gouvernement décrites dans le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR III) pour la période 2012-2016, visant une croissance économique inclusive et la promotion de l'aspect genre. Malgré la volonté politique de s'attaquer à la problématique du genre, il y a peu d'initiatives politiques concrètes visant directement à établir un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes en raison de l'absence de données réelles et à jour permettant d'apprécier l'ampleur des disparités entre les deux sexes. La réalisation d'une troisième Enquête Démographique et de Santé (IDSR-III) fait le point et évalue la situation réelle des indicateurs sociaux en matière de survie, de planification familiale et de protection des enfants et des femmes, pour l'année 2015, c'est-à-dire huit ans après l'enquête IDSR-II.

1.1.2 Les données recueillies et les résultats issus de leur analyse seront utilisés par le Gouvernement, les agences des Nations-Unies, les ONG et tous les partenaires du pays pour la planification du développement. En effet, la réalisation de l'IDSR-III par l'*Instituto Nacional de Estatística (INE)* permettra de connaître la situation actuelle des indicateurs sociaux en matière de survie, de planification familiale et de protection des enfants et des femmes, huit ans après la dernière enquête (IDSR-II). L'IDSR-III mettra à disposition de données statistiques actualisées, désagrégées et de qualité au plan national sur la situation sociodémographique et sanitaire des populations capverdiennes et en particulier des enfants et des femmes du *Cabo Verde* afin de rendre compte des progrès accomplis vis-à-vis des OMD et d'autres engagements mondiaux et nationaux en matière de développement social.

1.1.3 Le présent projet contribuera à améliorer la qualité des statistiques en ce sens que celles-ci sont cruciales pour un système efficace de suivi et d'évaluation du DSCR III au Cabo Verde. Le Gouvernement s'est engagé à améliorer le processus et les modalités institutionnelles de production des statistiques. Le programme statistique national, qui couvre la période 2012-2016, est bien aligné sur le DSCR III, et son coût total sur la période de cinq ans s'élève à 20 millions d'EUR, soit 0,7 % du coût total du DSCR III. Toutefois, en cette période caractérisée par la rareté des ressources, la mise en œuvre du programme statistique national accuse des retards.

1.1.4 L'IDSR-III permettra également au Cabo Verde de disposer de compétences supplémentaires dans la réalisation d'enquêtes sociodémographiques, études CAP, et d'autres enquêtes spécifiques dont le pays aura besoin dans l'avenir pour renforcer ses programmes et politiques de développement axés sur l'inclusion sociale.

1.2 Justification de l'intervention de la Banque

1.2.1 Le projet est en conformité avec les priorités opérationnelles de la stratégie 2013-2022 du Groupe de la Banque car il contribue à la promotion de la Gouvernance et la responsabilisation à travers la mise à disposition des statistiques fiables visant l'amélioration de la prestation des services de base (liés à la santé, à l'éducation et au bien-être de la population). En outre, il favorise la participation des groupes vulnérables, surtout des femmes et des jeunes filles, à la vie sociale, économique et politique et le rétablissement

progressif de l'équilibre homme-femme dans ces domaines. En effet, la réalisation de l'IDSR-III par l'Instituto Nacional de Estatística (INE) permettra de connaître la situation actuelle des indicateurs sociaux en matière de survie, de planification familiale et de protection des enfants et des femmes, huit ans après la dernière enquête (IDSR-II)

1.2.2 L'IDSR-III cadre avec les priorités du Document de Stratégie Pays (DSP) de la Banque, couvrant la période 2014-2018. En effet, l'effet 4 du pilier 2 du DSP 2014-2018 prévoit de consolider la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes. L'intervention de la Banque dans le financement de l'IDSR-III cadre donc bien avec sa stratégie dans le pays. Elle permettra donc d'améliorer les connaissances et d'orienter les politiques basées sur les progrès accomplis par la République de Cabo Verde en matière de genre et de réalisation des OMD.

1.2.3 Cette intervention complète et renforce l'implication de la Banque dans le domaine des statistiques au Cabo Verde. En effet, à travers son Programme régional de renforcement des capacités statistiques, la banque fournit une assistance technique à l'INE depuis 2003 dans des domaines tels que les comptes nationaux, les statistiques sur les prix et les plateformes de collecte et de diffusion des données (données accessibles au public et portail de données), dans le cadre de l'Initiative de l'autoroute d'informations de la Banque. Au titre du DSP 2014-2018, la Banque continuera à fournir son assistance technique et contribuera en outre à deux opérations clés : l'enquête sur la pauvreté des ménages (1,23 million d'USD) et le recensement agricole (1,2 million d'USD). Le coût total de ces deux opérations est de 1,8 million d'USD pour l'enquête sur la pauvreté, et de 5 millions d'USD pour le recensement agricole. D'autres contributions sont donc attendues du Gouvernement et des partenaires. Les deux opérations contribueront également à fournir des statistiques de qualité sur la problématique hommes-femmes.

1.3. Coordination de l'aide

Dans le cadre des opérations statistiques en cours, la FAO apporte son soutien technique et financier au projet de recensement général de l'agriculture (306.200 UC). Le PNUD (pour 238.500 UC) et la coopération Luxembourgeoise (pour 63.700 UC) contribuent financièrement à la mise en œuvre des enquêtes sur les dépenses et les revenus des ménages. Récemment (en 2010), le pays a bénéficié d'un appui technique de l'institut de statistique du Brésil (IBGE) dans le domaine du recensement général de la population et de l'habitat. En 2013, le pays a reçu l'assistance technique de l'Institut de statistique du Portugal dans la mise en place d'un système d'information géographique en vue de la définition d'une stratégie de développement d'infrastructure des données spatiales et la diffusion d'information statistique géo-référencée.

II. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs

Le présent projet vise principalement à aider le pays à la conception et à la formulation des politiques basées sur les résultats à travers une mesure et un suivi efficaces de la situation démographique et sanitaire de sa population. De façon spécifique, l'Enquête Démographique et de Santé (IDSR-III) visera à : (i) répondre aux besoins permanents en données pour planifier, suivre et évaluer les programmes de santé et de population, et (ii) renforcer les capacités au sein des institutions pour collecter, traiter, analyser, diffuser et utiliser ces données.

2.2 Composantes du projet

2.2.1 Le projet comprendra les composantes principales suivantes : (i) développement des capacités technique et méthodologique liées aux indicateurs démographiques et de la santé de la population conformément aux meilleures pratiques internationales ; (ii) collecte et analyse des données ; (iii) promotion des outils facilitant la diffusion et l'accès aux données ; (iv) coordination et gestion du projet.

Tableau 2.1 : Composantes du projet

Composantes	Description des activités
Développement des capacités technique et méthodologique	<ul style="list-style-type: none"> - Se doter d'une méthodologie de collecte et d'analyse ; - Harmonisation avec les standards internationaux en matière de mesure des indicateurs démographiques et sanitaires, indicateurs nutritionnels et éducationnels; - Formation des ressources humaines de l'INE et du ministère de de la santé à l'analyse basée sur une approche genre.
Collecte et analyse des données	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition des moyens humains et logistiques pour la collecte des données de l'enquête démographiques et de santé ; - Réalisation d'une enquête pilote sur terrain - Réalisation des travaux de collecte de l'enquête principale - Elaboration d'un rapport sur la situation démographique au Cabo Verde selon une approche basée sur le genre
Archivage et diffusion des données	<ul style="list-style-type: none"> - Archivage des données ; - Diffusion des données et publication des rapports de résultats de l'enquête
Coordination et gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision de l'exécution physique du projet ; - Gestion financière et audit

2.2.2 L'opération se déroulera en trois phases à savoir l'enquête pilote, l'enquête principale et l'analyse et la diffusion des résultats. L'objectif de l'enquête pilote est de détecter d'éventuels problèmes dans les questionnaires et leur traduction, ainsi que d'évaluer le temps nécessaire pour conduire les interviews. L'enquête pilote fournira également des informations sur les problèmes éventuels qui pourraient se poser au moment des tests d'anémie et du VIH/Sida. Elle se déroulera sur environ 6 jours et couvrira environ 150 femmes et 150 hommes.

2.2.3 L'enquête principale mettra en œuvre 13 équipes d'agents recenseurs recrutés et formés par l'INE pendant 3 semaines. La collecte des données durera deux mois et demi. La supervision sera assurée par les coordonnateurs de l'enquête ainsi que le directeur technique, qui passeront le temps qu'il faut sur le terrain avec chaque équipe afin de s'assurer que toutes les activités sont exécutées comme prévu. Des séances de travail seront fréquemment tenues avec chaque équipe, l'objectif étant de renforcer la formation reçue et de corriger toutes erreurs de collecte de données.

2.2.4 La dernière étape de l'enquête se déroulera en trois phases successives par l'élaboration d'un rapport préliminaire, d'un rapport national et d'un rapport de synthèse. Le rapport préliminaire sera produit en 150 exemplaires, approximativement un mois après le travail de saisie et sera distribué aux institutions et organismes intéressés. Le rapport national, imprimé en 450 exemplaires, et le rapport de synthèse, à l'intention des responsables politiques et responsables de programmes, seront publiés 6 mois après la fin des travaux de saisie. Un séminaire national sera organisé pour présenter les résultats de l'enquête IDSR-III, Cabo Verde. Des responsables du gouvernement, des administrateurs et planificateurs œuvrant dans les domaines de la santé et de la population, ainsi que des chercheurs et les partenaires au développement y seront invités. Il est prévu une présentation des résultats à São Vicente.

2.3 Type de projet

Le projet constitue un appui institutionnel au Gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté pour la période 2012-2016, visant une croissance économique inclusive et la promotion de l'aspect genre. En effet, les activités du projet contribueront au renforcement des capacités techniques méthodologiques nationales et à mettre des informations fiables à la disposition des acteurs du développement pour la conception des politiques, programmes et projets en faveur des populations.

2.4 Coût du projet et dispositifs de financement

Le coût total de l'IDSR-III est de 703 066 UC (977 613 USD), financé par le Gouvernement (33,15%) et la Banque (66,85%) à travers un prêt sur les ressources du FAD 13 (Annexe 3, coûts détaillées). La contribution de la Banque servira à financer une partie des services et des frais de fonctionnement principalement au cours de la dernière étape de l'IDSR-III : structures de coordination de l'enquête, enquête principale, analyse et diffusion des résultats, audit. La contribution du Gouvernement couvrira l'enquête pilote, les coûts de l'assistance technique d'Utica et des frais de fonctionnement.

Table 2.2 : Coût estimatif par composante en UC

Composantes	Devises	Monnaie locale	Coût total	% devises
Développement des capacités technique et méthodologique	228 774	158 707	387 481	59,04
Collecte et analyse des données		207 627	207 627	0
Archivage et diffusion des données		35 143	35 143	0
Coordination et gestion		72 815	72 815	0
Total du coût de base	228 774	474 292	703 066	32,54

Tableau 2.3 : Sources de financement en UC

Sources de financement	Coût en devises	Coût en monnaie locale	Coût total	% total
Groupe de la BAD	93 930	376 070	470 000	66,85
Gouvernement	134 844	98 222	233 066	33,15
Coût total du projet	228 774	474 292	703 066	100

Tableau 2.4 : Coût du projet par catégorie de dépenses en UC

Catégories de dépenses	Coût en devises	Coût en monnaie locale	Coût total	% devises
Biens	93 930	47 683	141 613	20,14
Services	134 844	361 659	496 503	70,62
Fonctionnement		64 950	64 950	9,24
Total du coût de base	228 774	474 292	703 066	100

2.5 Zone et bénéficiaires visés par le projet

2.5.1 Le projet concerne toute la population sur l'étendue du territoire national. Le Cabo Verde a une population estimée à 500 000 habitants. Cette population est concentrée sur l'île de Santiago (55,7 % de la population totale du pays). Près de la moitié de la population de Santiago est établie à Praia, la capitale du pays (25,6 % de la population totale du pays). Située sur l'île de Sao Vicente, la ville de Mindelo, qui est la deuxième plus grande ville du pays (avec 15 % de la population), abrite le principal port. L'insularité, la discontinuité géographique et la micro-nature des îles du Cabo Verde ont rendu difficile, dès le départ, l'unification de l'économie nationale. Le Cabo Verde a été un pays d'émigration pendant de nombreuses années, et le nombre de Capverdiens actuellement installés à l'étranger est le double de ceux vivant dans le pays, selon les estimations.

2.5.2 Le personnel des ministères de la santé, des finances et du plan, impliqués dans la réalisation de l'enquête bénéficieront du renforcement de leurs capacités dans le domaine. Par ailleurs, 20 femmes et 20 hommes seront recrutés et formés pour mener l'enquête pilote, qui touchera 150 femmes et 150 hommes. De même, 13 équipes de 6 personnes chacune, dont 50% de femmes, seront formées pour l'enquête principale.

2.6 Approche participative pour l'identification, la conception et la mise en œuvre du projet

2.6.1 Un comité de pilotage chargé de la validation de la méthodologie, du suivi de la mise en œuvre et de la validation des documents techniques et leur adaptation au contexte du pays a été mis en place avec des représentants des services centraux de la santé, de l'INE, de la Direction nationale du Plan et des

organisations de coopération internationale, y compris la Banque, le FNUAP, l'OMS, l'UNICEF et ONU Femmes.

2.6.2 En outre, une enquête démographique et de santé est par essence participative en ce sens que l'adhésion des populations est capitale à toutes les étapes du processus. Le test et la validation des questionnaires de l'enquête-pilote, la disponibilité au passage des équipes d'enquêteurs, et la sincérité des réponses lors de l'administration du questionnaire sont subordonnés à la participation effective des populations.

2.7 *Prise en considération de l'expérience du Groupe de la Banque et des leçons tirées dans la conception du projet*

La Banque possède une expérience dans le financement des enquêtes démographique et de santé en Afrique ; on peut citer les exemples de la Guinée équatoriale et du Gabon à travers des dons pour pays à revenus intermédiaires. Au Cabo Verde, le portefeuille du Groupe de la Banque comprenait, à la date du 15 avril 2015, neuf (9) opérations pour un montant total cumulé de 60,64 millions d'U, réparties entre un projet du secteur de l'énergie ; le projet d'extension et modernisation de l'aéroport de Praia ; le projet de parc technologique ; le projet de mobilisation des ressources en eau ; et quatre opérations d'assistance technique financées sur le fonds PRI. Le portefeuille en 2015 ne contient pas de projet du guichet secteur privé ni d'opération régionale. La répartition sectorielle du portefeuille se présente comme suit: technologies de l'information et communication (TIC) 41% ; secteur transport (37%); l'énergie (14%); gouvernance (6%); et eau et assainissement (2%).Le portefeuille de la Banque en cours au Cabo Verde n'affiche aucune opération classée dans la catégorie des projets à problèmes (PP) ni dans celle des projets potentiellement à problèmes (PPP).

2.8 *Principaux résultats attendus*

Les bénéfices attendus sont les suivants :

- L'amélioration des statistiques démographiques, de santé, d'éducation et sur la protection de la femme et de l'enfant ;
- Un meilleur suivi des réalisations du pays en matière d'atteinte des OMD par l'utilisation des normes et standards internationaux de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des indicateurs statistiques;
- Une amélioration des statistiques sociales liées à l'accès aux services publics de santé et de l'éducation par la publication des indicateurs touchant les domaines suivant : (i) démographie; (ii) nutrition; (iii) éducation et alphabétisation et (iv) communication pour le développement ;
- Une contribution à la production des analyses sociales basées sur l'approche genre : la conception d'un questionnaire d'évaluation de la situation de la femme et l'enfant ;
- Le renforcement des capacités nationales dans le domaine des statistiques sociales;
- Une meilleure politique de ciblage des populations vulnérables
- Un meilleur suivi-évaluation du DSCR-III, élaboration de son rapport d'achèvement et préparation du DSCR-IV

III. FAISABILITE DU PROJET

3.1 *Performance économique et financière*

Contrairement aux projets dits « productifs », les retombées économiques et financières d'une enquête démographique et de santé sont difficiles à quantifier. Toutefois, les effets bénéfiques indirects d'un tel

appui institutionnel sont aisément imaginables. En effet, les programmes de développement basés sur des données fiables seront plus efficaces et par conséquent, auront de meilleures performances économiques et financières. L'identification et le ciblage des populations vulnérables permettent un développement inclusif, profitable à une augmentation de la productivité.

3.2 Impact environnemental et social

3.2.1 Environnement. Le projet est classé en catégorie 3 conformément aux directives de la Banque en matière d'environnement. Aucune exigence particulière en matière de sauvegarde environnementale et sociale n'est requise pour ce type de projet d'appui institutionnel. Par ailleurs, le questionnaire a prévu un volet sur l'environnement et la collecte de données sera mise à profit pour la sensibilisation des populations sur ce thème et le changement climatique, l'utilité des énergies vertes, la sauvegarde des écosystèmes, etc.

3.2.2 Changement climatique. Le Cabo Verde, pays sec et sahélien avec peu de ressources naturelles, est vulnérable au changement climatique. La période des pluies, influencée par la mousson atlantique, se situe entre août et octobre, sachant que la chaleur commence à être écrasante à compter du mois de mai, suite à la présence de l'alizé du nord-est et de l'Harmattan du Sahara. En plus de la sensibilisation sur la culture environnementale, l'enquête permettra également de sensibiliser les populations sur l'adaptation au changement climatique. Le renforcement des capacités nationales en matière de statistiques sociales prendra en compte cet aspect afin de développer des actions de renforcement des capacités de résilience des populations au cours de l'administration des questionnaires.

3.2.3 Genre. Le Document national de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté pour la période 2012-2016 vise une croissance économique inclusive et la promotion de l'aspect genre. De même, l'effet 4 du pilier 2 du Document de Stratégie Pays de la Banque, couvrant la période 2014-2018 prévoit de consolider la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes. La réalisation de l'IDSR-III permettra de fournir les données nécessaires à la réalisation de cette priorité des documents stratégiques du pays. Pour ce faire, le recensement fournira les données désagrégées par sexe, dans chaque aspect étudié. Un quota d'au moins 50% de femmes sera respecté dans le recrutement du staff du projet (cartographie, formation, collecte des données, saisi, analyse ; etc.).

3.2.4 Social. L'utilisation des résultats de l'EDSR générera des impacts sociaux non négligeables en termes de réduction des risques d'exclusion sociale et de vulnérabilité à la pauvreté. En effet, la disponibilité de statistiques sociales fiables est la base d'un développement économique et social inclusif.

IV. EXECUTION

4.1 Dispositions en matière d'exécution

4.1.1 L'exécution et la coordination du projet seront assurées par l'INE, dont le Directeur Général en sera le coordonnateur, en collaboration avec le Ministère de la Santé, à travers un Bureau de l'enquête logé à l'INE, composé des quatre unités suivantes : (i) unité méthodologie, des opérations et de l'analyse; (ii) unité informatique; (iii) unité de la sensibilisation; et (iv) unité administrative et financière. Ledit bureau bénéficiera de l'assistance technique de Utica International basée à Columbia, Maryland, États-Unis, et spécialisé dans le domaine.

4.1.2 La coordination du projet rendra compte à un comité de pilotage, chargé d'approuver les programmes de travail et les budgets, et composé de représentants des services centraux du Ministère de la santé, de la Direction nationale du Plan, et des organismes de coopération internationale, en particulier l'UNFPA, l'UNICEF, l'OMS et ONU femmes. La durée prévisionnelle d'exécution est de 12 mois.

4.2 Dispositions relatives à l'acquisition des biens et services

4.2.1 Les procédures nationales de passation de marchés ont été évaluées par la Banque en 2011. Elles ont été jugées globalement conformes aux standards internationaux et les dossiers types d'appel d'offres nationaux adoptés s'inspirent des documents types des banques multilatérales de développement dont la Banque. Ainsi, les acquisitions de biens financées sur les ressources du FAD se feront selon les procédures nationales pour les appels d'offres nationaux en utilisant les dossiers types d'appel d'offres du pays et les dispositions prévues dans l'accord de financement. La sélection de services de consultants obéiront aux règles et procédures de la Banque (édition de mai 2008, révisée en juillet 2012) et utiliseront les dossiers types d'appel d'offres de la Banque. Avec l'expérience acquise lors des précédentes enquêtes, l'INE dispose de ressources suffisantes pour assurer les acquisitions. Les modalités de passation de marchés relatives sont détaillées ci-dessous et dans l'annexe 4.

4.2.2 Les acquisitions de Biens, prévues au titre de cet appui, sont d'un montant inférieur au seuil pour les Appels d'Offres Internationaux convenu par le Cabo Verde, soit 200.000 UC. Par conséquent, toutes les acquisitions de biens prévues sur les ressources du prêt se feront par Appel d'Offres National ou par Consultation de Fournisseurs, conformément aux procédures nationales des marchés publics, telles que décrites par la Loi 17/VII/2007 du 10 Septembre portant Régime Juridique des Acquisitions Publiques en utilisant les documents types d'appel d'offres du pays, ainsi qu'aux dispositions énoncées dans l'accord de financement. Ces modes d'acquisition (AON et CF) se justifient par la présence au niveau national d'un nombre suffisant de fournisseurs compétents pour garantir la concurrence. Ainsi, i) l'acquisition de matériel de tests anémie et VIH se fera par appel d'offres national (AON) (93 930 UC) et, ii) la reproduction des rapports d'enquête sera acquise par consultation de fournisseurs (CF) (21 436 UC).

4.2.3 L'acquisition de services de consultants (firmes) se fera suivant la procédure de consultations sur la base d'une liste restreinte de bureaux d'études soumise à la Banque pour approbation et la méthode de Sélection au moindre coût (SMC) pour l'audit du projet (21 500 UC). L'acquisition des services de formation et de collecte des données (307 100 UC) se fera par entente directe sur la base d'une convention avec le Bureau de l'enquête composé du personnel de l'INE et du Ministère de la santé qui assurent la coordination de l'exécution de l'IDSR-III. Ce Bureau est la seule institution nationale spécialisée dans la réalisation d'enquêtes de cette nature.

4.2.4 Fonctionnement. La rémunération des indemnités des enquêteurs (46 760 UC), les frais d'organisation de séminaires de validation et de diffusion du rapport d'enquête (13 690 UC) seront acquis conformément au manuel de procédures de l'INE.

4.2.5 Procédures d'examen. Toutes les acquisitions seront revues à posteriori par la Banque. Les dossiers d'appels à concurrence, les rapports d'évaluation des offres et d'attribution des marchés, seront conservés auprès de l'organe d'exécution à des fins de revue par la Banque.

4.3 Gestion financière, décaissements et audit

4.3.1 La gestion financière du projet sera assurée par la Direction administrative et financière de l'Institut national de la statistique, qui désignera pour ce faire un expert financier et comptable au sein de l'équipe de projet. Le personnel de la Direction Administrative et Financière comprend trois agents dont un diplômé en gestion d'entreprise, un diplômé en administration et gestion et le troisième est un technicien professionnel comptable. Ils ont les capacités et les compétences requises pour la gestion du projet car ayant déjà géré des projets financés par la Banque Mondiale, le système des Nations-Unies, le Bureau International du Travail et le Fonds Européen pour le Développement.

4.3.2. La comptabilité nationale de Cabo Verde sera utilisée pour traiter les opérations du projet, avec une nomenclature budgétaire qui sera adaptée aux composantes du projet. Elle s'inspire des normes internationales de la comptabilité d'engagement (normes IFRS), et sera gérée sur un logiciel dénommé « Système d'information du Gouvernement (SIGOV) » qui est installé au Ministère des finances et diffusé en réseau à tous les ministères abritant les projets financés par les partenaires techniques et financiers. Ce logiciel est capable de produire en temps réel la situation des dépenses par composantes du compte bancaire du projet.

4.3.3. Les dépenses sont exécutées dans une chaîne informatisée des dépenses, avec l'implication du Responsable du projet comme ordonnateur, et du comptable du projet qui constate les ordres d'encaissement et de paiement. Les pièces sont scannées et introduites dans le circuit informatisé par le comptable, contrôlées et validées par le Responsable du projet, et les paiements sont effectués après contrôle par la Direction Nationale du Trésor, dont le Directeur des Services de Paiement détient la signature sur le compte du Projet. Les copies des pièces comptables seront conservées par le comptable à l'INE, et les originaux seront classés séparément à la Direction Nationale du Trésor, et rendues accessibles aux missions de supervision et d'audit de la Banque.

4.3.4. Les informations financières du projet seront produites trimestriellement dans le rapport d'avancement (technique et financier) sur l'exécution du projet, et en fin d'exercice dans la situation financière du projet, notamment le tableau des emplois (composantes du projet et trésorerie) et des ressources (fonds décaissés par la Banque et fonds de contrepartie), l'état de réconciliation du compte spécial, l'état des demandes de retrait de fonds et l'état d'inventaire physique des biens immobilisés du projet.

4.3.5. Les décaissements des ressources seront effectués suivant la méthode du fonds de roulement, à l'exception des services d'audit. Pour ce faire, un compte spécial sera ouvert à la banque centrale de Cabo Verde au nom du projet, et à la signature d'une autorité de la Direction Nationale du Trésor. La communication à la Banque des références dudit compte sera une condition pour le premier décaissement. Les ressources seront mises à disposition du projet dans le compte spécial suivant les règles ordinaires des décaissements : (i) le premier décaissement sera fait sur la base du plan de travail et budget annuel et d'un planning semestriel de trésorerie, (ii) les approvisionnements suivants seront opérés avec la justification à hauteur de 50% au moins du dernier décaissement et de 100% pour les décaissements antérieurs. Une formation des agents de la Direction administrative et financière de l'INE sera effectuée par la Banque lors du lancement du projet. La contrepartie du Gouvernement sera décaissée en paiement direct par le Trésor de Cabo Verde, des dépenses inscrites au fonds de contrepartie. Ces dépenses doivent être inscrites au budget de l'Etat.

4.3.6 Audit financier et comptable. Les états financiers de clôture du projet seront audités par un auditeur externe privé à recruter par l'INE sur les ressources du prêt. L'opération s'exécutant en moins de deux années, il sera effectué un seul audit à la clôture, l'examen des rapports trimestriels d'avancement et une supervision de gestion financière à mi-parcours seront entrepris par ORPF.2. L'auditeur sera recruté en conformité avec les termes de référence pour l'audit des projets approuvés par la Banque. Les honoraires d'audit seront payés par la Banque après examen et acceptation de la qualité des rapports d'audit.

4.4 Suivi

Le suivi de la mise en œuvre du projet sera assuré par le Bureau de l'enquête qui fera des rapports périodiques trimestriels d'exécution de l'IDSR-III et un rapport final. La supervision sera assurée par les cadres de la Banque chargés du secteur et du pays (ESTA, OSHD, ORPF, etc.) selon la fréquence requise en collaboration avec l'INE et le Ministère de la Santé. Les activités de suivi sont résumées dans le tableau ci-après :

Activités	Période	Responsables
Approbation du prêt	Septembre 2015	FAD
Signature de l'Accord de prêt	Octobre 2015	FAD/GOV
Entrée en vigueur du prêt	Octobre 2015	FAD
Lancement du projet	Décembre 2015	FAD/GOV/EQUIPE PROJET
Supervision	Avril, Septembre 2016	Equipe du projet à la Banque
Audit	Décembre 2016	CABINET AUDIT

4.5. Gouvernance

4.5.1 Selon le Document de stratégie pays de la Banque 2014-2018, le Cabo Verde demeure un modèle pour les droits politiques, les libertés civiles et la bonne gouvernance en Afrique. Ce pays est en effet caractérisé par la qualité de son système démocratique qui a été mis en place en 1991 et qui s'est consolidé au fil des années. Les élections législatives et présidentielles qui se sont tenues en 2011 ont abouti à la formation, pour la toute première fois, d'une coalition entre les deux principaux partis politiques de ce pays. Les prochaines élections présidentielles et législatives sont prévues en 2016. Le Cabo Verde a été classé deuxième parmi les pays africains pour ce qui est de la performance dans le domaine de la gouvernance en 2012.

4.5.2 Cette performance est confirmée par l'évaluation des procédures nationales de passation de marchés par la Banque en 2011 qui conclut qu'elles sont globalement conformes aux standards internationaux et les dossiers types d'appel d'offres nationaux adoptés s'inspirent des documents types des banques multilatérales de développement dont la Banque.

4.5.3 Le renforcement des capacités nationales dans le domaine des statistiques sociales et l'utilisation des données issues de l'IDSR-III renforceront cette tendance favorable à la gouvernance en améliorant la prise en compte de toutes les couches de la société suivant leurs besoins dans les actions de développement.

4.6 Soutenabilité

Le Projet fait suite à une requête gouvernementale et est en phase avec les priorités du Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté pour la période 2012-2016 et du DSP de la Banque 2014-2018. Cela lui garantit une soutenabilité confirmée par le rythme des enquêtes, celle-ci en est la troisième. Le renforcement des capacités nationales prévues dans le cadre de la présente enquête permettront au pays de prendre des mesures de suivi et programmation de la prochaine enquête.

4.7 Gestion des risques

4.7.1 Le projet commencera au cours du deuxième semestre de 2015, or l'INE est déjà très engagé à mener deux opérations statistiques d'envergure qui sont le Recensement général de l'agriculture et l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages au cours de la même période. Le personnel technique et les moyens logistiques de l'INE sont ainsi très sollicités au cours de cette période ; ce qui soulève des interrogations sur sa capacité à gérer d'une façon efficiente ce troisième projet. Ce problème n'est cependant pas insurmontable grâce au recrutement du bureau de consultants UTICA qui est spécialisé dans ce genre d'enquête, l'apport de ressources humaines, financières et logistiques supplémentaires à travers le prêt.

4.7.2 Le deuxième risque est celui du retard à la mise à disposition des fonds qui aura sa répercussion inévitable sur le démarrage de la collecte des données. L'équipe en charge devrait accélérer l'approbation et s'assurer que le calendrier prévu initialement soit respecté.

4.7.3 Le tableau ci-après donne un résumé des risques résiduels ainsi que les mesures d'atténuation :

Risque	Niveau	Mesure d'atténuation
Risque 1 : Surcharge de travail de l'équipe de l'INE au cours de l'année 2015 en raison de deux autres opérations statistiques en cours	Modéré	Ce problème n'est cependant pas insurmontable grâce au recrutement du bureau de consultants UTICA qui est spécialisé dans ce genre d'enquête, l'apport de ressources humaines, financières et logistiques supplémentaires à travers le prêt
Risque 2 : Retard de déroulement de l'opération de collecte Non-respect du calendrier de collecte	Modéré	Suivi et supervision conjointes par le Gouvernement Et la Banque

4.8 Développement des connaissances

4.8.1 Le renforcement des capacités nationales en statistiques sociales par la formation des cadres et techniciens de l'INE, des Ministères en charge de la santé et des finances, des équipes de superviseurs et des agents de collecte de données produira une masse critique de compétences qui réduira le déficit en ressources humaines pour la réalisation des enquêtes sociodémographiques, études CAP, et d'autres enquêtes spécifiques dont le pays aura besoin dans l'avenir, en particulier la préparation et l'exécution des futures enquêtes démographiques et de santé de la reproductive.

4.8.2 L'EDS contribuera à une meilleure connaissance de la proportion de femmes qui souffrent de violences domestiques et sexuelles et du statut de la femme dans la société cap verdienne. Les taux de fécondité et de mortalité infantile et infanto-juvénile au niveau national seront mieux connus pour permettre d'actualiser les indicateurs d'impact dans les plans et programmes de développement.

4.8.3 Les facteurs qui influent sur la sexualité et la fécondité et leurs conséquences chez les adolescents seront également identifiés, de même que leurs attitudes et comportements face à la contraception, les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA. A cela s'ajoute un accroissement des connaissances en matière d'abandon scolaire par les jeunes filles, de chômage des jeunes, de grossesses précoces, d'avortements provoqués et de consommation de l'alcool afin d'élaborer des stratégies appropriées en direction et des adolescents et jeunes.

4.8.4 Les taux de couverture vaccinale et de consultations prénatales, la proportion d'accouchements assistés, la proportion de femmes qui pratiquent l'allaitement maternel, seront mieux connus pour apprécier les efforts fournis pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant. Les effets bénéfiques de la prise en charge des maladies prioritaires de l'enfant seront aussi bien connus, notamment avec les données recueillies sur la diarrhée et d'autres maladies de l'enfant. Les données sur la situation nutritionnelle (anthropométrie, alimentation), de l'anémie et seront disponibles pour permettre la préparation et exécution d'un programme de nutrition basé sur les besoins des populations et les aliments locaux. Par ailleurs, les données de la prévalence du VIH seront mises à disposition

V CADRE JURIDIQUE

5.1 Instrument légal

L'instrument de financement de ce projet est un prêt d'investissement FAD d'un montant de 470 000UC au taux flottant, représentant 67,62 % du coût total du projet.

5.2 Conditions associées à l'intervention de la Banque

Conditions générales

i) L'entrée en vigueur de l'Accord de prêt est subordonnée à la réalisation par l'Emprunteur des conditions prévues à la section 12.01 des conditions générales applicables aux accords de prêt et accords de garantie de la Banque.

Conditions préalables au premier décaissement

ii) Fournir la preuve de l'ouverture d'un compte spécial à la Banque Centrale de Cabo Verde pour recevoir les ressources du prêt ;

5.3. Conformité avec les politiques de la Banque

Ce projet est conforme à toutes les politiques applicables de la Banque.

VI CONCLUSION-RECOMMANDATION

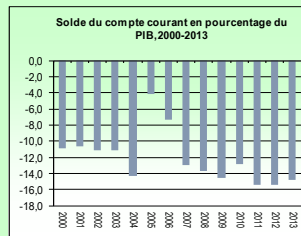
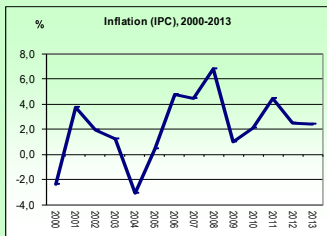
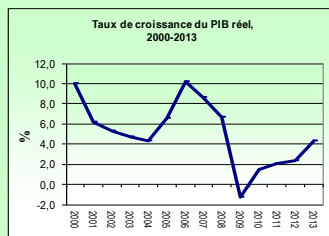
6.1 Ce projet revêt une grande importance pour le Gouvernement en raisons de : (i) sa contribution au suivi-évaluation des OMD et du programme de développement économique et social du pays axé sur la croissance inclusive et la prise en compte de la dimension genre ; (ii) sa conformité avec la stratégie de la Banque décrite dans le DSP 2014-2018 ; (iii) sa contribution comme source d'informations statistiques dans les domaines démographique, de la santé et de l'éducation qui sont très demandées non seulement par le pays mais aussi par ses partenaires au développement.

6.2 La Direction recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de prêt d'un montant de 470 000 UC à la République de Cabo Verde pour l'objet et selon les conditions énoncées dans le présent rapport.

Annexe I. Indicateurs socio-économiques comparatifs du Cabo Verde

Cap-Vert Principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	Unité	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (e)
Comptes nationaux								
RNB aux prix courants du marché	Million \$ E.U.	608	1 418	1 563	1 627	1 772	...	...
RNB par habitant	\$ E.U.	1 390	2 910	3 180	3 280	3 540	...	...
PIB au prix courants	Million \$ E.U.	539	1 793	1 716	1 666	1 852	1 760	1 871
PIB aux prix constants de 2000	Million \$ E.U.	539	893	882	895	914	936	976
Croissance du PIB en termes réels	%	10,0	6,7	-1,3	1,5	2,1	2,4	4,3
Croissance du PIB par habitant en termes	%	8,0	5,7	-2,1	0,6	1,2	1,4	3,3
Investissement intérieur brut	% du PIB	36,6	48,5	43,8	47,6	47,1	48,6	49,0
Investissement public	% du PIB	6,1	12,6	12,1	18,2	21,2	22,7	24,3
Investissement privé	% du PIB	30,5	36,0	31,7	29,4	25,8	25,9	24,7
Epargne nationale	% du PIB	19,9	30,5	23,4	25,3	24,1	22,4	25,4
Prix et Monnaie								
Inflation (IPC)	%	-2,4	6,8	1,0	2,1	4,5	2,5	2,4
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / \$ E.U.	119,7	75,3	79,4	83,3	79,3	85,8	...
Masse monétaire, variations annuelles (M)	%	11,5	9,5	2,9	5,0	3,4	...	...
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB)	%	63,6	72,5	73,9	76,2	74,4	...	...
Finances publiques								
Recettes totales et dons	% du PIB	26,6	29,5	26,9	27,9	28,4	25,7	26,7
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	34,4	31,0	32,7	38,5	38,6	39,5	41,2
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	-7,8	-1,6	-5,9	-10,6	-10,2	-13,8	-14,5
Secteur extérieur								
Variation en volume des exportations (ma)	%	25,2	-25,2	3,8	27,7	34,1	-8,1	2,5
Variation en volume des importations (ma)	%	-5,8	11,0	-5,3	-1,1	18,2	-5,9	7,4
Variation des termes de l'échange	%	17,7	77,8	-16,2	6,5	6,2	-6,1	0,6
Solde des comptes courants	Million \$ E.U.	-59	-246	-251	-215	-285	-272	-277
Solde des comptes courants	% du PIB	-10,9	-13,7	-14,6	-12,9	-15,4	-15,5	-14,8
Réserves internationales	mois d'importations	1,0	3,5	4,4	4,1	3,0	3,6	...
Dettes et flux financiers								
Service de la dette	% des exportations	27,8	15,5	19,2	18,2	15,6	13,6	12,9
Dettes extérieures totales	% du PIB	63,9	60,1	69,2	74,9	74,6	86,0	88,8
Flux financiers nets totaux	Million \$ E.U.	119	270	239	317	286	...	...
Aide publique au développement nette	Million \$ E.U.	94	222	196	328	246	...	...
Investissements nets directs en prov. de l'étr.	Million \$ E.U.	43	209	119	111	93	...	...



Source : Département de la statistique de la BAD; FMI: Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2012 et Statistiques financières internationales, octobre 2012;

Département de la statistique : Plateforme des données (base de données), mars 2013; OCDE, Division des systèmes statistiques.

Notes: ... Données non disponibles (e) Estimations

Dernière mise à jour : mai 2013

Annexe II. Tableau du Portefeuille de la BAD au Cabo Verde

Secteur / Opération	Date d'approbation	Montant approuvé (million UC)	Montant Décaissé (million UC)	Taux décaiss (%)	Date clôture
ENERGIE					
1 Développement du système de transport et distribution d'électricité sur six îles	3-nov.-11	8,42	2,75	32.7	31-déc.-17
Sous-total / Moyenne		8,42	2,75	32.7	
TRANSPORT					
2 Projet d'extension et modernisation de l'aéroport de Praia (PEMAP)	22-mai-13	22,48	0	0	31-déc-16
Sous-total / Moyenne		22,48	0	0	
TIC					
3 Projet de parc technologique de Praia	24-juil.-13	24,74	0	0	31-déc-18
Sous-total / Moyenne		24,74	0	0	
EAU ET ASSAINISSEMENT					
4 Mobilisation des ressources en eau de surface (FAE)	4-janv.-12	1,10	0,26	23.3	31-aout-16
Sous-total / Moyenne		1,10	0,26	23.3	
GOVERNANCE					
5 Capacity building grant for SME development (MIC Grant)	8-mars-13	0,77	0,01	1.2	31-déc-15
6 Tax and revenue administration (MIC Grant)	19-août-13	0,77	0,26	34.3	31-déc-16
7 Appui au recensement de l'agriculture (MIC Grant)	25-juin-14	0,78	0	0	31-déc-17
8 Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages - IDRF (MIC Grant)	25-juin-14	0,79	0.51	63.6	31-déc.-16
9 Promotion of economic efficiency and investment project - PPP Unit (MIC Grant)	15-oct.-14	0,79	0	0	31-déc-16
Sous-total / Moyenne		3,90	0,78	20	
TOTAL		60,64	3,79	6,3%	

* Source : SAP mars 2015

Annexe III: Coûts détaillés de l'IDSR-III en UC

	<u>Total</u>	<u>GVT</u>	<u>BAD</u>	<u>DEV</u>	<u>ML</u>
1. CATEGORIE					
BIENS					
1.1 Acquisition de tablettes/pc	22 474	22 474			22 474
1.2 Mobiliers et équipements de bureau	3 773	3 773			3 773
1.3 Matériel tests anémie et VIH	93 930		93 930	93 930	
1.4 Reproduction de rapports	21 436	11956	9480		21 436
TOTAL BIENS	141 613	38 203	103 410	93 930	47 683
2. SERVICES					
2.1 Assistance technique Utica	134 844	134 844		134 844	0
2.2 Enquête pilote					
Formation	18 309	18 309			18 309
Collecte	14 750	14 750			14 750
2.3 Enquête principale					
Formation	82 900		82 900		82 900
Collecte	192 800		192 800		192 800
Supervision	31 400	22 460	8 940		31 400
2.4 Audit	21 500		21 500		21 500
TOTAL SERVICES	496 503	190 363	306 140	134 844	361 659
3. FONCTIONNEMENT					
Indemnités enquêteurs	46 760		46 760		46 760
Consommables	4 500	4 500			4 500
Séminaire de validation et de diffusion	13 690		13 690	0	13 690
TOTAL FONCTIONNEMENT	64 950	4 500	60 450	0	64 950
TOTAL GENERAL	703 066	233 066	470 000	228 774	474 292

Annexe IV : Modalités de passation de marchés

Catégories de dépenses au titre du projet	UC			
	Utilisation des PNPМ ⁽¹⁾	Utilisation des Règles et procédures de la Banque	Marchés non financés par la Banque*	Total
BIENS				141 613 [103 410]
Tablettes/pc			22 474	22 474 [0]
Mobiliers et équipements de bureau			3 773	3 773 [0]
Matériel tests anémie et VIH	93 930 [93 930]			93 930 [93 930]
Reproduction des rapports	21 436 [9 480]			21 436 [9 480]
SERVICES				496 503 [306 140]
Assistance technique Utica			134 844	134 844 [0]
Enquête pilote			33 059	33 059 [0]
Enquête principale		307 100 [284 640]		307 100 [284 640]
Audit		21 500 [21 500]		21 500 [21 500]
FONCTIONNEMENT				64 950 [60 450]
Indemnités enquêteurs	46 760 [46 760]			46 760 [46 760]
Consommables			4 500	4 500 [0]
Séminaires de validation et de diffusion du rapport d'enquête	13 690 [13 690]			13 690 [13 690]
Total	175 816 [163 860]	328 600 [306 140]	198 650	703 066 [470 000]

+Les chiffres entre crochets [] sont les montants financés par le FAD.

⁽¹⁾ Utilisation des procédures nationales de passation des marchés

PLAN DE PASSATION DE MARCHES

BIENS

Généralités

Pays/Organisation :	REPUBLIQUE DU CABO VERDE
Nom du Projet/Programme :	Enquête démographique et de santé reproductive
Identification SAP Projet/Programme # :	
N° Prêt/Don :	
Agence d'Exécution :	Instituto Nacional de Estatística
Date Approbation du Plan de Passation de Marchés :	
Date de l'Avis Général de Passation de Marchés :	
Période Couverte par ce Plan de Passation de Marchés:	

Biens et Services autres que Services de Consultants: seuils des examens préalables et à posteriori

Modes d'acquisition	Seuil des examens préalables (UA)	Seuil des examens à posteriori (UA)	Fréquence des examens
1. AON	>= 200 000 UC	< 200 000 UC	
2.CF	>= 200 000 UC	< 200 000 UC	

Méthodes et calendrier prévisionnel de passation de marchés pour 18 mois

Description du lot	Numéro du Lot	Description du Lot	Montant Estimé en UC	Mode d'acquisition	Pré-ou Post-Qualification	Préférence Nationale/Régionale	Examen Préalable ou a Posteriori	Date de publication de l'AAO	Date de début du contrat	Commentaire
Matériel tests anémie et VIH	1		93 930	AON	NA	NA	Posteriori	5-janvier-16	5-mars-16	
Reproduction des rapports	1		21 436	CF	NA	NA	Posteriori	5-janvier-16	5-février-16	
Coût total			115 366							

PLAN DE PASSATION DE MARCHES

CONSULTANTS

Généralités

Pays/Organisation :	REPUBLIQUE DU CABO VERDE
Nom du Projet/Programme :	Enquête démographique et de santé reproductive
Identification SAP Projet/Programme # :	
N° Prêt/Don :	
Agence d'Exécution :	Instituto Nacional de Estatística
Date Approbation du Plan de Passation de Marchés :	
Date de l'Avis Général de Passation de Marchés :	
Période Couverte par ce Plan de Passation de Marchés:	

Services de consultants: seuils des examens préalables et à posteriori

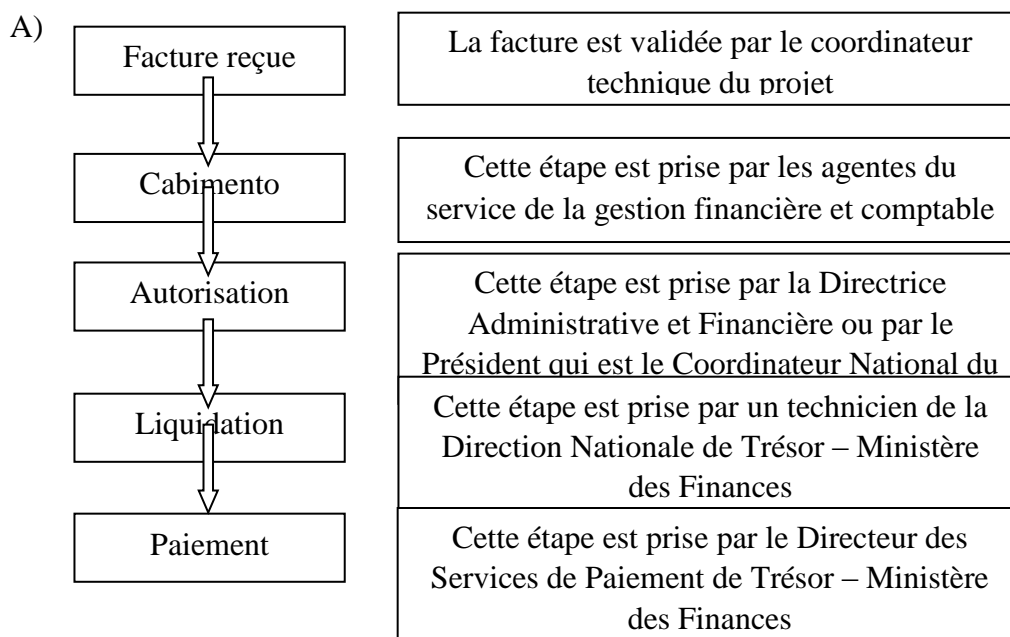
Méthode de sélection	Seuil des examens préalables (UA)	Seuil des examens à posteriori (UA)	Fréquence des examens
1. ED	>= 200 000 UC	< 200 000 UC	
2. SMC	>= 200 000 UC	< 200 000 UC	

Méthodes et calendrier prévisionnel de sélection de consultants pour 18 mois

Description	Méthode de sélection	Forfait ou Temps-passé	Montant Estimé en UC	Examen Préalable ou a Posteriori	Date publication AMI	Date de début du contrat	Commentaire
Enquête principale	ED	Forfait	307 100	Priori	NA	15-décembre-15	
Audit	SMC	Forfait	21 500	Posteriori	15-juillet-16	30-décembre-16	
Coût total			328 600				

Annexe V : IDRF, QUESTIONNAIRE D’EVALUATION DE L’INE

1. L’INE dispose-t-il d’un manuel de procédures administratives, financières et comptables ?
Nous avons nos procédures internes que nous suivons, mais cela n’est pas un manuel de procédures administratives, financières et comptables qui est actuellement en voie d’achèvement.
2. Dispose-t-il d’un service chargé de la gestion financière et comptable ? Oui, nous disposons.
3. Si oui,
 - a. quel est l’organigramme de ce service ?
 - b. quels sont les effectifs et les niveaux de qualification professionnelle des agents,
 - c. Quelles expériences ces agents ont-ils eu dans la gestion des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux ? Si non, comment gère-t-il ses affaires financières et comptables ?



B) Le service de la gestion financière et comptable est assuré par trois agents.

Parmi eux, un est titulaire d’un diplôme en gestion d’entreprise, un autre en administration et gestion et le troisième est un technicien comptable professionnel. Par ailleurs, les agents du service de la gestion financière et comptable ont suivi un Atelier assuré par le BAD sur la Gestion Financière et les Procédures de Décaissements concernant la mise en œuvre des projets.

C) Ils ont déjà fait la gestion financière et comptables des projets financés par la Banque Mondiale, les Nations Unies, le Bureau International du Travail, FED, entre autres.

4. Quel système comptable est utilisé au sein de l’INE, système national de comptabilité, système comptable international (IFRS) ? Le système comptable utilisé au sein de l’INE est le système national de comptabilité
5. Comment l’INE compte-t-il gérer sur le plan financier et comptable le don PRI, quand on sait qu’il y’a plusieurs bailleurs de fonds : comptabilité unique ou séparée ? Comptabilité séparée pour chaque bailleur de fonds
6. Le service chargé de la comptabilité élabore-t-il des états de rapprochement des comptes bancaires ? A quelles fréquences ?

Les rapprochements des comptes bancaires sont élaborés mensuellement ; dans les projets financés par les Nations Unies le rapprochement est fait tous les quinze jours.

7. L'INE gère-t-il une caisse de menues dépenses ? Qui détient la caisse et à quelles fréquences la caisse est-elle contrôlée ? Qui effectue les contrôles ?
Non ; nous ne disposons pas d'une caisse de menues dépenses
8. Le système comptable en vigueur peut-il produire des états budgétaires, des états financiers annuels notamment les tableaux des ressources et emplois ? Oui
9. En fin d'exercice comptable, l'INE procède-t-il à l'inventaire de ses immobilisations ? Oui
10. L'INE a-t-il déjà été audité ? par quel cabinet d'audit ? et quels ont été les opinions des auditeurs sur les états financiers audités ?
Chaque année les comptes de l'INE sont audités par la Cour des Comptes ; par ailleurs, les projets financés par les Nations Unies sont audités par une entreprise indépendante choisie par concours public. Les deux dernières années ont été prises par le cabinet Price WaterhouseCoopers et les résultats ont été bons.